

# SCHÉMA DE MUTUALISATION BILAN 2022

## 1. Rappel de la démarche et contexte juridique - p.04

- 1.1. Le bilan annuel : une obligation légale - p.05
- 1.2. Définitions et principes - p.05

## 2. Méthodologie de travail - p.06

## 3. Bilan 2022 du schéma de mutualisation : analyse consolidée - p.08

- Mettre en place des services communs entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Ville de Saumur - p.09
- Mettre en œuvre un groupement de commandes permanent et à la carte - p.10
- Structurer une expertise partagée en matière de marchés publics - p.11
- Développer une assistance informatique partagée et sécuriser les infrastructures - p.12
- Redynamiser les commerces de centres bourgs - p.14
- Mutualiser les moyens techniques sur les équipements communautaires - p.15
- Mutualiser la communication des SPL - p.16
- Créer puis mutualiser un service médecine du travail - p.17
- Le GIE des fonctions supports des SPL et de la Semae - p.18

## 4. Conclusion - p.19

## 5 - Les fiches actions - p.20

Chères et chers collègues,

Améliorer en continu le service rendu à nos concitoyens : cette ambition est naturellement au cœur de nos politiques publiques. Elle exige de nous tous une vision politique qui s'étend de nos projets d'investissement à la recherche permanente de fonctionnements plus simples, plus efficaces et plus lisibles. Transformer nos services de l'intérieur pour qu'ils répondent davantage, à l'extérieur, aux attentes des habitants du et des territoires constitue en la matière un axe de travail important - et de ce point de vue la mutualisation est un outil performant.

C'est pourquoi l'agglomération a décidé, ces deux dernières années, de formaliser son schéma de mutualisation et d'avancer pas à pas sur un certain nombre d'actions identifiées et concertées avec les communes intéressées. Certaines d'entre ces actions ont abouti ; d'autres continuent d'avancer et de mûrir ; d'autres encore ont été mises en suspens quand d'autres, enfin, sont apparues. Ainsi, fidèle à ce qui avait été annoncé à son démarrage en matière de concertation, de souplesse et d'adaptation aux enjeux de chacun, ce schéma de mutualisation n'est ni définitif ni inamovible : il peut et doit évoluer, être amendé, modifié et, surtout, nourri des retours d'expérience offerts par les actions lancées et mises en œuvre.

Vous trouverez ainsi dans ce document l'ensemble des actions en cours ou à venir. Ce document demeure le nôtre à tous : toutes et tous demeurons appelés, ces prochains mois et ces prochaines années, à y contribuer encore pour en faire un document riche d'expériences, d'enseignements et d'exemples pour poursuivre la modernisation de nos collectivités publiques.

Un grand merci, enfin, à toutes celles et tous ceux, élus et techniciens, qui contribuent à faire avancer au quotidien cette ambition de mutualisation.



**Thomas Guilmet**

Conseiller communautaire, délégué à la mutualisation des services et au schéma de la mutualisation.  
Conseiller municipal délégué aux finances, aux commandes publiques et aux appels d'offres de la Ville de Saumur



**Jackie Goulet**

Maire de la Ville de Saumur  
Président de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire



# 1. RAPPEL DE LA DÉMARCHE ET CONTEXTE JURIDIQUE

Le schéma de mutualisation de la Communauté d'Agglomération et de ses 45 communes membres a été adopté par délibération du 25 novembre 2021. Le schéma prévoit :

- Le déploiement progressif d'une coopérative de services et/ou d'achats entre l'agglomération et ses communes ;
- Une démarche de rapprochement entre les services l'agglomération et de la ville de Saumur.

Les 2 démarches sont en interaction, la seconde dans son aspect organisationnel étant au service de la première.

Sur la période 2021-2026, le schéma de mutualisation est conçu comme un espace de projets au sein du bloc communal permettant aux communes volontaires et à la Communauté d'Agglomération de partager de l'expertise, des compétences et des moyens dans le respect des souverainetés communales.

## 1.1. LE BILAN ANNUEL : UNE OBLIGATION LÉGALE

L'article L5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que chaque année, lors du Débat d'Orientation Budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant.

Le présent rapport établit le bilan des coopérations mises en œuvre en 2022, 1ère année de déploiement du schéma de mutualisation. A travers cette communication, intervenant à l'occasion de la discussion d'orientation budgétaire, il s'agit d'échanger sur la bonne mise en œuvre et les résultats du schéma. ;

## 1.2. DÉFINITIONS ET PRINCIPES :

Dans ce préambule et afin de bien poser le contenu du présent rapport, il convient de préciser que le schéma de mutualisation adopté en 2021 :

- Exclut les transferts de compétences obligatoires qui relève d'un financement par les mécanismes d'attribution de compensation ;



- Établit les coopérations prospectives entre l'agglomération et les communes membres via la mise en commun de moyens au sein de la coopérative de services aux communes ;

- Présente les outils de suivi et la méthodologie d'évaluation du schéma de mutualisation sur les 4 années de son déploiement opérationnel.

De plus, comme l'induit l'article L.5211-39-1 du CGCT, le présent rapport doit établir l'impact sur les effectifs lié à la création de services communs dans le cadre du rapprochement des administrations Ville de Saumur et agglomération.

Rappelons également que le schéma de mutualisation de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été conçu comme une feuille de route sur la durée de la mandature au service de l'amélioration de la coordination du bloc communal, des services et de la mise en cohérence des politiques publiques. Les mutualisations consenties respectent les volontés communales et préservent la possibilité de rythmes d'avancement différenciés.

Pour mémoire, le document comportait 12 projets, chacune faisant l'objet d'une fiche-projet dédiée : 2 projets existants et 10 nouveaux projets.



## 2. MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

Pour accompagner le processus de mutualisation, des principes directeurs pour garantir la réussite des initiatives ont été définis :

- Un engagement fort des communes ;
- La construction de la mutualisation conduite dans un esprit de transparence et de concertation ;
- Un équilibre économique des projets ;
- L'adhésion des communes aux projets sur la base du volontariat.

Le schéma de mutualisation adopté en 2021 encadre très précisément le dispositif d'évaluation annuel du schéma. Dès le départ, le schéma s'inscrit dans une logique d'évaluation adaptée au caractère itératif et évolutif du schéma.

L'évaluation propose un éclairage sur les changements produits par les actions déployées, les moyens mis en œuvre, l'organisation et la conduite du partenariat propre à chacune des actions.

Conformément à la méthodologie d'évaluation proposée, le bilan 2022 propose un suivi évaluatif : état d'avancement, points forts, difficultés rencontrées, indicateurs de réalisation.

Une analyse des contributions des actions aux finalités du schéma de mutualisation est également portée à connaissance.





# 3. BILAN 2022 DU SCHÉMA DE MUTUALISATION : ANALYSE CONSOLIDÉE

Comme rappelé plus haut, le schéma initial déployait 12 actions dont 2 actions correspondant à des pratiques de coopération existantes au moment de l'élaboration du schéma en 2021 et 10 nouveaux projets de coopération à mettre en œuvre sur la durée du mandat.

En 2022, les 2 nouvelles coopérations ci-après ont été observées portant le portefeuille d'actions de la coopérative de services à 14.

- La mutualisation du service médecine du travail
- Le GIE des fonctions supports des SPL et de la Semae

En outre, un échange qui s'est tenu avec l'ensemble des équipes projets en septembre 2022 a permis à chacune d'entre elle d'auto-évaluer l'avancement de leur action et surtout de porter à

connaissance les projets de coopération en cours.

Ainsi, 9 actions ont avancé concrètement de façon opérationnelle et produit des réalisations en 2022. La présentation détaillée de l'avancement de chacune des actions et les indicateurs associés figure dans les fiches bilan annexées.

Les 4 actions suivantes ont été différées dans le temps, les plans de charge des équipes liées à l'élaboration de ces projets n'ayant pas permis de développer les réflexions :

- Développer une assistance juridique
- Renforcer la recherche de subventions publiques
- Renforcer le dispositif de formation territorialisée des personnels du territoire
- Mutualiser les trois

ludothèques du territoire

Le projet de création d'une fourrière automobile qui répond aux besoins de l'ensemble du territoire a été traité. Cependant, compte tenu qu'une fourrière automobile relève d'une autorité unique qui est la commune, qu'il n'est pas envisagé pour l'agglomération de prendre une compétence complémentaire, que la seule fourrière existante située sur la ville de Saumur est déjà trop petite et enfin qu'il n'est pas souhaité la création d'autres fourrières sur le territoire, le maintien de cette action au sein de la coopérative de services ne semble plus d'actualité.

A partir de là, dans le cadre de ce bilan consolidé, il est proposé de faire un focus thématique sur les 9 actions en phase de déploiement avancé.

## Mettre en place des services communs entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Ville de Saumur

Axe fort du schéma de mutualisation, la convergence des services entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et la Ville de Saumur est une démarche progressive qui vise, sur la durée du mandat, à rapprocher une partie des services exerçant des missions similaires au sein des deux organisations avec un objectif prioritaire de court terme : renforcer la coordination et la cohérence de l'action publique portée par ces deux entités. A moyen terme et long terme, l'objectif est également d'offrir de nouveaux services aux usagers et de réaliser des économies de fonctionnement.

Le processus de rapprochement engagé entre l'agglomération et la ville de Saumur s'inscrit dans une logique de progressivité afin de permettre des ajustements, et éventuellement des pauses en fonction des réalités rencontrées. Ainsi, la démarche a-t-elle débuté en juin 2022, par la réflexion d'un service commun archives.

Cette priorité s'inscrit dans un double contexte : le souhait de disposer d'un unique magasin de conservation (ville et agglomération) assez grand et conforme au regard des règles établies par la Direction des Archives de France et des recommandations préconisées par les Archives départementales de Maine-et-Loire et, par ailleurs de réfléchir à une nouvelle organisation de service compte tenu de la difficulté de garder dans le temps un archiviste à 50 % ville – 50 % agglomération.

Il est ainsi actionné une démarche de conseil et d'accompagnement des équipes des services archives de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et de la Ville de Saumur dans l'élaboration d'un service commun.

Le cabinet conseil retenu a débuté son intervention mi-octobre. A l'issue de sa mission, la présentation de l'organisation devra passer en Comité Technique, puis les délibérations conjointes des Conseil Communautaire et Conseil Municipal suivront.

Le rapprochement des autres services (ressources humaines, politiques contractuelles, juridique et maîtrise foncière) devrait être étudié ultérieurement.

## Mettre en œuvre un groupement de commandes permanent et à la carte



La constitution d'un groupement de commandes permanent et à la carte pour tous les segments d'achats relevant des compétences de l'ensemble des collectivités s'inscrit pleinement dans la démarche de mutualisation et de massification des achats. Par ailleurs, cet outil juridique présente une certaine souplesse, et évite la conclusion de conventions de groupement de commandes spécifiques pour tel type d'achat retardant par voie de conséquence le lancement des marchés. En choisissant d'adhérer à cette convention de groupement de commandes, les collectivités auraient ainsi la faculté de procéder à des achats groupés en fonction de leurs besoins propres.

Dernièrement, un groupement de commandes a été constitué entre les communes de Doué-en-Anjou, Saumur, Gennes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles et Montreuil-Bellay pour l'entretien des chemins ruraux. Il s'agit d'un bel exemple de mutualisation et traduit une volonté commune de coopération entre nos collectivités.

Fort de cette expérience, le dispositif de groupement de commandes permanent et à la carte a été présenté en conférence des maires le 10 novembre 2022. Suite à cette présentation, si les communes intéressées s'inscrivent dans la démarche, le service commande publique de l'agglomération centrera son action sur la définition concertée des besoins des communes et l'association des communes tout au long de la procédure.

Aussi, **5 groupements d'achat ont été identifiés en 2022.**  
Six collectivités au total et 1 CCAS ont participé aux différents achats groupés.



## Structurer une expertise partagée en matière de marchés publics

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire via son service commun avec la ville de Saumur et son CCAS, assiste les petites communes ponctuellement, en cas de besoin, sur le montage de leurs marchés publics. Cette assistance n'est actuellement pas formalisée et des besoins de mutualisation ont été identifiés sur les sujets suivants :

- Expertise et conseil ;
- Assistance au montage de marchés publics ;
- Gestion de la procédure de passation.

Suite à l'envoi d'un questionnaire et le retour favorable à une mutualisation de 17 communes pour des niveaux de prestations différenciés, une étude financière a été réalisée et proposée aux 3 communes les plus intéressées. Il ressort nettement que les communes ne sont pas prêtes à financer le service à la hauteur de ce qui est demandé.

Aussi, il sera soumis, à l'instar de ce que l'agglomération a proposé au PNR, une convention de prestation de service, de manière exceptionnelle, si la charge de travail de l'équipe en place le permet.



## Développer une assistance informatique partagée et sécuriser les infrastructures



A ce stade, la communauté d'agglomération et quelques communes (Saumur, Doué, Tuffalun) disposent d'un service informatique structuré commun. Les autres communes sous-traitent cette compétence (ou pas).

Les besoins de mutualisation identifiés sont les suivants :

- Supports matériels (PC, serveurs, moyens d'impressions) ;
- Assistance logiciels bureautiques ;
- Assistance logiciels métiers.

La création d'une infrastructure partagée (implique la mutualisation de la sauvegarde et de l'hébergement des données) pourrait constituer le socle sur lequel pourrait s'appuyer une offre de service, qui faciliterait également la création d'une assistance informatique mutualisée.

Aussi, 2022 a été l'année de restructuration du service commun informatique existant. Celui-ci se veut construit pour répondre aux enjeux de demain suivants :

- Assurer l'hébergement sécurisé des infrastructures informatiques ;
- Assurer la maintenance des équipements et l'assistance aux utilisateurs ;
- Accompagner les services dans le déploiement et l'utilisation des outils métiers ;
- Garantir la sécurité des données - en conformité avec les obligations de stockage sur le territoire français, en lien avec la Commission Nationale de l'informatique et des libertés.

Le service a ainsi été renforcé en ressources humaines afin d'optimiser son action sur le périmètre actuel. Cette organisation a été présentée au Comité Technique de septembre 2022.

Une étude est actuellement en cours afin de faire évoluer l'infrastructure, la sécuriser et la rendre plus évolutive pour accueillir de nouvelles collectivités.

L'intégration dans le service commun actuel requerra pour les communes une incorporation minimum à savoir un socle commun. En effet, l'idée n'est pas d'être simplement fonction support mais d'intégrer les systèmes d'informations des collectivités intéressées. Des outils transverses à ce socle commun devraient être proposés et refacturés. Il est notamment envisager la location de ressources matérielles externes (serveur, sauvegarde et maintenance) en fonction des besoins identifiés. Dans ce cas, il pourra être envisagé un groupement de commandes de manière à faire baisser les coûts.

Par ailleurs, l'élargissement du périmètre d'intervention nécessitera inévitablement de nouvelles ressources humaines.

## Redynamiser les commerces de centres bourgs

Afin de soutenir le déploiement de sa politique locale du commerce et de sa volonté de soutenir les communes dans la dynamisation de leurs centres-villes et centres-bourgs, l'agglomération a recruté un manager de centre ville à temps partagé entre six communes du territoire labellisées « Petites Villes de Demain » ou engagées dans le dispositif « Anjou Cœur de Ville » pour une durée de 3 ans à compter du 1er semestre 2021.

Le manager de centre ville a pour missions de conforter les commerces existants et de renforcer l'impulsion économique des villes concernées. Il veille à fédérer les acteurs autour d'une stratégie commune partagée et œuvre en faveur d'une vision globale du territoire. Il est en charge de développer, valoriser et promouvoir l'attractivité du centres-villes et centres-bourgs.



Il est précisé que le manager de centre ville intervient uniquement sur 6 communes de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et selon une quotité de temps définie pour chacune d'entre elles :

- Longué Jumelles : 25 %
- Montreuil Bellay : 20 %
- Gennes Val de Loire : 20%
- Allonnes : 10%
- Vivy : 10%
- Fontevraud l'Abbaye : 5%
- Temps administratif 10%

Ces communes bénéficient donc d'un service de manager de centre ville qui contribue à la redynamisation commerciale de leurs centres-bourgs.

Ce service, porté par l'agglomération, a permis de bénéficier d'une aide financière du dispositif « Petites Villes de Demain » d'un montant de 20 000€ par an sur deux ans pour le recrutement du manager. Une convention de prestations de service a ensuite été établie entre l'agglomération et les communes bénéficiaires.

## Mutualiser les moyens techniques sur les équipements communautaires

A ce jour, des conventions de prestations de service sont en cours pour l'intervention des équipes techniques municipales des communes de Bellevigne les Châteaux, Coudray-Macouard, Distré, Doué-en-Anjou, Gennes-Val-de-Loire, Longué-Jumelles, Montreuil-Bellay, Saumur, Tuffalun, Vernantes, Vivy sur les équipements communautaires notamment pour la gestion des «urgences» sur les zones d'activité ou bâtiments communautaires ainsi que des interventions de premier niveau relevant de l'entretien courant.

Ces interventions d'urgence concernent :

- Les anomalies pouvant mettre en jeu la sécurité des usagers (nid de poule, vitre cassée, ...) ;
- Les fuites d'eau ;
- Le dépannage d'alarme ou de système de chauffage ;
- L'ouverture d'un équipement à une société de maintenance.

L'agglomération peut solliciter également

l'intervention des équipes techniques municipales sur les équipements communautaires notamment pour la gestion des interventions « courantes » telles que :

- Des prestations d'entretien courant des espaces communautaires : espaces verts (pelouses, haies, massifs, espaces plantés), espaces stabilisés, fossés, délaissés de terrain ;
- Des interventions ponctuelles sur les emprises du domaine public communautaire : entretien de la chaussée et dépendances, enlèvement des déchets, viabilité hivernale, ...
- Des interventions ponctuelles sur les bâtiments communautaires : petites réparations ou travaux avec ou sans fournitures.

Les conventions sont établies au cas par cas en fonction des moyens communaux pouvant être déployés. Aussi, 2 sujets sont en cours de réflexion afin d'aller plus loin dans la mutualisation, notamment avec la ville de Saumur :

- Mise en commun des compétences en ingénierie dans les domaines du bâtiment ou de la voirie, ainsi que dans le domaine de la « transition énergétique » et suivi des consommations d'énergie / fluide (démarche Cit'ergie menée déjà conjointement avec la ville de Saumur) ;

- Quelle gestion possible par le centre technique municipal de la flotte automobile de l'agglomération ? Entretien courant, vidange, curatif (suivi réparation), distribution carburant, suivi gestion et renouvellement de la flotte.

Enfin, à noter le projet de lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt commun entre l'agglomération et ses communes membres pour le développement d'équipements d'énergie renouvelable (ombrières photovoltaïques, panneaux photovoltaïques en toiture de bâtiments, etc...) à l'échelle de l'agglomération.



## Mutualiser la communication des SPL

Action la plus avancée et valorisée dans le cadre de ce schéma, la mutualisation de la communication des deux sociétés publiques locales dont la Communauté d'agglomération est l'actionnaire majoritaire (SPL Agglobus, SPL Agglopropreté) avec le service communication de l'agglomération (déjà mutualisé avec la Ville de Saumur) est effective depuis mai 2021.

Cette mutualisation avait pour objectif de :

- Inclure dans une seule et même stratégie de communication les différents services aux publics portés par la Communauté d'agglomération ou ses satellites, afin d'en assurer une meilleure visibilité ;
- Distinguer non pas communication opérationnelle et communication institutionnelle mais communication et relations aux usagers (cette dernière demeurant au cœur de la mission de service public confiée aux SPL) ;
- Mieux promouvoir l'action de l'agglomération au quotidien et participer à son incarnation pour les habitants via deux politiques publiques majeures, la gestion des déchets et les mobilités ;
- Mutualiser les moyens.

Les moyens humains et financiers ont été en partie transférés à l'agglomération pour l'opérationnalité de cette mutualisation. En effet, les ressources nécessaires à la mission ont totalement été transmises par la SPL Agglopropreté (notamment avec le transfert d'un ETP) ; pour la SPL Agglobus, seuls les moyens financiers ont été transférés.

Si ces objectifs sont atteints ou partiellement atteints, il est à noter que le service communication identifie une charge supplémentaire par rapport à la mission qui avait été transférée initialement (mettant ainsi en évidence l'optimisation des ressources compte tenu d'une charge de travail croissante sans recrutement supplémentaire) et des enjeux qui ont sensiblement évolué pour la SPL Agglopropreté qui ne place plus la sensibilisation et la prévention au cœur de ses priorités.



## Créer puis mutualiser un service médecine du travail

Les employeurs publics sont soumis à des obligations relatives à la santé et à la sécurité des agents placés sous leur autorité. Ces obligations incluent la mise en place d'un suivi médical des agents.

Alors que les questions de santé au travail deviennent de plus en plus prégnantes, en raison de l'allongement des carrières, du maintien dans l'emploi, de la prévention des risques professionnels, de la transformation numérique, des changements organisationnels, de culture managériale, etc. les employeurs publics doivent faire face à une pénurie d'effectifs de médecins formés en santé au travail.

Aussi, après plusieurs années de tentatives infructueuses de recrutement, la Communauté d'Agglomération a créé un service mutualisé de médecine du travail.

L'équipe a été définie dans un premier temps avec les moyens suivants :

- Un médecin du travail à temps complet ;
- Une infirmière en santé au travail à temps complet ;
- Une secrétaire médicale à temps complet.

Le budget dépenses de ce service est pour le moment contenu dans son cadre de départ prévisionnel, à savoir basé sur un équilibre dépenses / recettes avec 2 200 agents suivis. A noter que le coût du tutorat de l'infirmière sur 1 an restera à la charge de la l'agglomération puisque cette obligation n'était pas connue à la création du service.

Au 30 septembre,

**1 664 agents** sont suivis appartenant à **37 collectivités ou établissements publics** différents, tous situés sur le territoire de l'agglomération.

Par ailleurs, pour une optimisation du suivi de dossiers spécifiques, la création de ce service a permis d'instaurer une réunion pluridisciplinaire 1x/mois avec les services partenaires de l'agglomération suivants :

- médecine du travail ;
- psychologue ;
- conseillère en prévention ;
- assistante sociale du travail ;
- service prévention et santé de la DRH mutualisée.



## Le GIE des fonctions supports des SPL et de la Semae

Suite à la réunion de lancement de la démarche par le Président de l'agglomération le 26 avril 2022 en présence des présidents des 3 SPL et de leurs directeurs généraux, des réunions de travail de ces trois derniers ont été organisées pour étudier la faisabilité de la création du GIE.

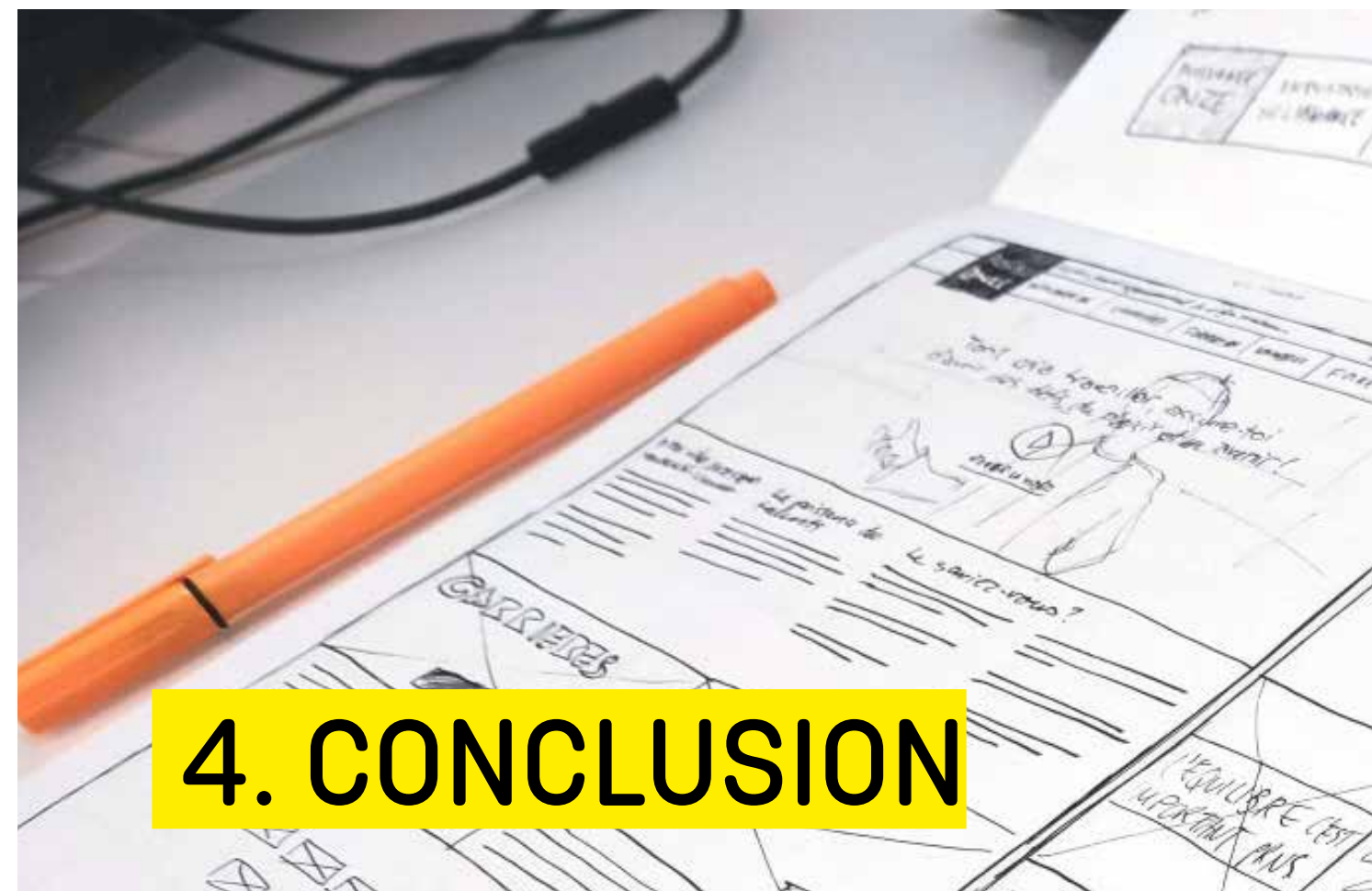
Chacun des domaines projeté de compétence du GIE a été étudié et il apparaît que les domaines suivants peuvent effectivement rentrer dans le champ d'application du GIE :

- vie sociale (institutionnel)
- finances/facturation
- dialogue social (RH)
- marchés, juridique et moyens généraux

L'ensemble des réunions ont permis de s'assurer de la faisabilité et de la pertinence de la constitution d'un GIE pour l'ensemble de ces domaines.

Sont en cours de réalisation l'établissement du budget du GIE ainsi que le calcul du coût du loyer des locaux de la SPL agglomérée qui pourraient être mis à disposition. Reste à réaliser le calcul des clés de répartition entre les différents actionnaires du GIE ainsi que la validation de l'organisation administrative cible.

Ensuite les formalités administratives devront être réalisées : délibérations des différents partenaires, saisine des instances paritaires, rédaction des actes constitutifs...



## 4. CONCLUSION

**Pour 2022**, les coopérations conduites n'ont pas permis de développer des services communs entre l'agglomération et ses communes membres, le service commun archives n'étant pas à ce jour constitué juridiquement.

Si les économies d'échelle ne sont pas mesurables d'un point de vue global, les avancées pour le bloc communal et l'agglomération ne sont pas négligeables car les coopérations développées ont permis de renforcer les synergies par la mise en commun des savoir-faire et des expertises. Au-delà de l'impact financier difficile à mesurer à ce stade, la coopérative de services assure l'accès à une offre de services supplémentaires pour les communes.

Au vu des actions de coopération conduites au sein de la coopérative de services, il est proposé de les déployer plus avant avec les communes volontaires et qui souhaitent s'impliquer dans l'animation des équipes projets.

Il est également proposé de poursuivre la démarche d'évaluation engagée action par action en 2023, l'élaboration des indicateurs étant clairement établie dans les feuilles de route des équipes projets.

En ce qui concerne la convergence des services de l'agglomération et de la ville de Saumur, l'année 2023 sera l'occasion d'engager la mutualisation des autres fonctions ressources.



Accusé de réception en préfecture  
049-200071876-20221117-2022-099-DC-DE  
Date de télétransmission : 23/11/2022  
Date de réception préfecture : 23/11/2022

Mettre en place des services communs entre la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la ville de Saumur

OBJECTIF(S) DE L'ACTION :

Cette action vise à :

- Faire monter en expertise les agents des deux structures ;
- Sécuriser administrativement et juridiquement les deux collectivités ;
- Rationaliser les coûts de fonctionnement.

1. État d'avancement de l'action

Points forts identifiés d'avancement de l'action en 2022	1. arbitrage politique sur la progressivité de l'action
Difficultés rencontrées	1. impact organisationnel pour les collectivités et les agents

2. Évaluation des résultats 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		Service commun archives en cours de structuration

Nom de l'indicateur	Nombre de services communs créés	Nombre d'ETP / services avant - après	Nombre de procédures harmonisées
Évaluation 2022	Voir bilan consolidé	Voir bilan consolidé	Voir bilan consolidé

3. Finalités du schéma de mutualisation

	Note/5
L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 5 sur le territoire	5
L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	4
L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services	4
L'action a un effet direct sur les usagers	3
La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	5

Mettre en œuvre un groupement de commandes permanent et à la carte

OBJECTIF(S) DE L'ACTION :

Cette action vise à créer et développer des groupements de commande pour le plus grand nombre de communes afin de réaliser des économies d'échelle, de sécuriser et standardiser les procédures.

1. État d'avancement de l'action

Points forts identifiés d'avancement de l'action en 2022	1. identification des besoins (24 communes intéressées par des groupements de commande)
Difficultés rencontrées	1. difficulté d'implication des communes dans le groupement de commande permanent et à la carte 2. manque de temps pour centraliser les besoins

2. Évaluation des résultats 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		Définition concertée des besoins

Nom de l'indicateur	Nombre de groupements d'achats	Nombre de marchés (lots)	Nombre de communes bénéficiaires du groupement cadre
Évaluation 2022	5	5	6

3. Finalités du schéma de mutualisation

	Note/5
L'action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L'action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 2 sur le territoire	2
L'action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	4
L'action permet aux communes d'accéder à de nouveaux services	2
L'action a un effet direct sur les usagers	2
La manière dont l'action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4



STRUCTURER UNE EXPERTISE PARTAGÉE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à structurer et sécuriser le montage de marchés publics.

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Nombre de communes bénéficiaires de ce projet en 2022 :  
2 (agglomération et ville de Saumur dans le cadre du service commun en place)

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. identification des besoins (17 retours suite questionnaire) 2. distinction des cadres juridiques possibles
Difficultés rencontrées	1. engagement financier trop élevé pour les communes 2. pas de souhait d’aller trop loin dans l’intégration

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		Définition concertée des besoins
Nom de l’indicateur	Nombre de communes bénéficiaires		
Évaluation 2022	2		

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 2 sur le territoire	2
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	3
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	4
L’action a un effet direct sur les usagers	2
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4

DÉVELOPPER UNE ASSISTANCE INFORMATIQUE PARTAGÉE ET SÉCURISER LES INFRASTRUCTURES

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

- Assurer l’hébergement sécurisé des infrastructures informatiques
- Maintenance des équipements et assistance aux utilisateurs
- accompagner les services dans le déploiement et l’utilisation des outils métiers
- Garantir la sécurité des données - en conformité avec les obligations de stockage sur le territoire français, en lien avec la Commission Nationale de l’informatique et des libertés.

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Nombre de collectivités bénéficiaires de ce projet en 2022 :  
5 (la ville de Saumur, son CCAS, Doue-en-Anjou, Tuffalun et l’agglomération)

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. la restructuration du service 2. l’étude en cours pour l’externalisation d’une partie de l’infrastructure
Difficultés rencontrées	1. la cyberattaque 2. le délai long pour les recrutements (résultat de l’audit en juin 2021 et recrutements effectifs début juillet 2022)

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		

Nom de l’indicateur	Nombre de collectivité-bénéficiaires	Nombre de solutions harmonisées	Nombre de systèmes externalisés	Nombre d’ETP / utilisateur
Évaluation 2022	5	-	-	-

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 2 sur le territoire	2
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	3
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	5
L’action a un effet direct sur les usagers	4
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4

REDYNAMISER LES COMMERCES DE CENTRES BOURGS

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à permettre aux communes engagées dans le dispositif Petites Villes de Demain et Anjou cœur de Ville de bénéficier d’un service de manager de centre ville et contribuer à la redynamisation commerciale de leurs centres bourgs.

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Nombre de communes bénéficiaires de ce projet en 2022 : 6

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. gain financier à mutualiser un recrutement 2. obtention d’une subvention
Difficultés rencontrées	1. feuille de route pas forcément formalisée

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
		x	

Nom de l’indicateur	Temps passé / commune	Nombre de relations commerçants	Nombre de porteurs de projet accompagnés	Nombre de suivi de dossiers en lien avec les partenaires institutionnels
Évaluation 2022	Montreuil-bellay : 21,66 % Genne-s-Val-de-Loire : 21,66 % Longué-Jumelles : 26 ,66 % Allonnes : 11,66 % Viv-y : 11,66 % Fontevraud : 6,66 %	509	54	310

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 5 commune	5
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 5 sur le territoire	5
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	5
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	5
L’action a un effet direct sur les usagers	4
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	3

MUTUALISER LES MOYENS TECHNIQUES SUR LES ÉQUIPEMENTS COMMUNAUTAIRES

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à mutualiser les services techniques afin d’avoir des interlocuteurs en proximité des équipements communautaires.

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Nombre de communes bénéficiaires de ce projet en 2022 : 11

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. réflexions sérieuses en cours avec la ville de Saumur pour aller plus loin 2. élargissement de la mutualisation au parc automobile
Difficultés rencontrées	1. adhésion des communes 2. disponibilité des communes

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		

Nom de l’indicateur	Nombre de conventions signées	Nombre de services apportés
Évaluation 2022	11	7

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 4 sur le territoire	4
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	4
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	sans obj.
L’action a un effet direct sur les usagers	2
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4



MUTUALISER LA COMMUNICATION DES SPL

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à permettre une meilleure efficacité de l’action du service communication via la mise en commun des ressources.

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. une meilleure visibilité de l’action de communication auprès de l’usager 2. optimisation des ressources humaines et financières 3. meilleur partage de l’information entre les communicants 4. possibilité d’un partage plus large des compétences au sein du service communication (avec un recours moins fréquent à l’externalisation au profit d’un travail d’équipe en interne)
Difficultés rencontrées	1. transfert limité des moyens nécessaire à la mission 2. le volume de la mission a augmenté après le transfert

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
		x	Le gain en visibilité n’est pas tout à fait atteint, notamment pour la SPL Agglobus.
Nom de l’indicateur	Optimisation financière 2021 > 2022	Optimisation RH	Optimisation des outils de communication
Évaluation 2022	-13% sur le budget communication déchets -14% sur le budget communication transports	0,5 ETP « libéré » à Agglobus (déchargé des missions communication) Effectif stable au service communication de la CASVL	Appui sur l’ensemble des ressources du service (graphisme, presse, réseaux sociaux, etc…)

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 4 sur le territoire	4
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	5
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	3
L’action a un effet direct sur les usagers	4
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4

CRÉER PUIS MUTUALISER UN SERVICE MÉDECINE DU TRAVAIL

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à mettre en place un service de santé au travail mutualisé pour la ville de Saumur, son CCAS, l’agglo et ses communes membres et établissements associés. Il s’agit également d’accompagner les dossiers médicaux des agents notamment dans le cadre des accidents de travail, maladies professionnelles, reclassements professionnels et suivis particuliers liés aux métiers.  
Objectif chiffré : 2 200 agents suivis à terme

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Nombre d’établissements bénéficiaires de ce projet en 2022 : en septembre, 1 664 agents (37 établissements adhérents (communes, CCAS, CIAS et syndicats) avec la perspective de l’intégration de 2 collectivités hors territoire pour 700 agents d’ici la fin de l’année.

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. répond à une attente forte 2. au moins un rdv individuel pour chacun des 1 664 agents d’ici 2022 3. visites de poste assurées pour l’amélioration des conditions de travail et faire des propositions notamment pour éviter les troubles musculo-squelettique 4. sécurisation
Difficultés rencontrées	1. délai long de réception du logiciel spécifique

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
		x	
Nom de l’indicateur	Nombre d’établissements bénéficiaires	Nombre d’agents suivis	
Évaluation 2022	37	1 664	

L’objectif final étant d’atteindre les 2 200 agents suivis afin d’équilibrer financièrement le service.

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque 4 commune	4
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre 3 sur le territoire	3
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	3
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	5
L’action a un effet direct sur les usagers	sans obj.
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4



LE GIE DES FONCTIONS SUPPORTS DES SPL ET DE LA SEMAE

OBJECTIF(S) DE L’ACTION :

Cette action vise à optimiser et sécuriser les fonctions supports des SPL et de la Semae..

1. ÉTAT D’AVANCEMENT DE L’ACTION

Points forts identifiés d’avancement de l’action en 2022	1. co-construction active des SPL et de la Semae
Difficultés rencontrées	1. transfert conventionnel des agents

2. ÉVALUATION DES RÉSULTATS 2022

Les objectifs fixés en 2022 sont			
Pas atteints 😞	Partiellement atteints 😞	Atteints 😍	Commentaires
	x		En cours de structuration

Nom de l’indicateur	Nombre de procédure harmonisées	Nombre de contrats externes	Temps expertise financière	Économie de fonctionnement
Évaluation 2022	-	-	-	-

3. FINALITÉS DU SCHÉMA DE MUTUALISATION

	Note/5
L’action améliore le fonctionnement du bloc communal et celui de chaque commune	sans obj.
L’action permet de mieux coordonner les politiques publiques mises en œuvre sur le territoire	4
L’action contribue à la préservation des équilibres financiers du bloc communal	sans obj.
L’action permet aux communes d’accéder à de nouveaux services	sans obj.
L’action a un effet direct sur les usagers	sans obj.
La manière dont l’action est pilotée a un effet sur la dynamique de coconstruction de la mutualisation sur le territoire	4





## SCHÉMA DE MUTUALISATION



Réalisation : Direction des Moyens Généraux

Service communication  
Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire

[lambert.creuxlebois@saumurvaldeloire.fr](mailto:lambert.creuxlebois@saumurvaldeloire.fr)  
[franck.fortuna@saumur.fr](mailto:franck.fortuna@saumur.fr)